ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

Moyen-Orient

Question au Gouvernement n° 618

Texte de la question

SITUATION AU PROCHE-ORIENT

M. le président. La parole est à M. Eric Raoult, pour le groupe UMP.

M. Eric Raoult. Monsieur le ministre des affaires étrangères, le terrorisme n'est pas mort. Il frappe encore dans toute son horreur en Arabie saoudite. Plus de quatre-vingt-dix victimes ont péri dans trois attentats suicides survenus à Riyad ces derniers jours, et le bilan final n'est toujours pas établi. Ce nouveau drame prouve qu'il y a urgence à traiter résolument et globalement l'ensemble des problèmes du Proche-Orient, comme le montrent la persistance de la crise en Irak tout comme les actuels attentats et affrontements en Israël et dans les territoires. Nous connaissons la peur des Israéliens devant la poursuite des attentats suicides et la menace potentielle qui pèse sur leur vie quotidienne, mais nous sommes aussi conscients des souffrances des Palestiniens dans les territoires, et notamment des effets du bouclage.

Nous saluons tout particulièrement votre engagement personnel, monsieur le ministre, et celui du Président de la République pour promouvoir la paix dans cette région du monde. Vos récentes visites témoignent de la détermination de la diplomatie française. Pour en avoir recueilli personnellement l'écho sur place, je sais combien, lors de votre première venue en Israël, vous avez impressionné par votre attitude d'humanité, d'écoute et votre détermination à chercher la sécurité et la paix. *(Exclamations sur quelques bancs du groupe socialiste.)*

M. Maxime Gremetz. N'en jetez plus, la cour est pleine !

M. Eric Raoult. Avant votre prochaine visite sur place et celle du président de la commission des affaires étrangères de notre assemblée, alors qu'un nouveau projet de résolution est en discussion à New York, alors que la feuille de route du Quartet suscite de nouvelles attentes du Proche-Orient, pouvez-vous nous dire comment la France entend reprendre l'initiative pour que notre pays redevienne le compagnon de route de la paix dans cette partie du monde ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Union pour la démocratie française.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre des affaires étrangères.

M. Dominique de Villepin, ministre des affaires étrangères. Monsieur le député, les attentats de Riyad viennent de nous rappeler cruellement l'ampleur des menaces qui pèsent sur le monde : le terrorisme, la prolifération, les crises régionales. L'unité de la communauté internationale est la condition de l'efficacité si l'on veut briser l'engrenage de la violence. Cette unité suppose la mobilisation de tous. Aucun Etat ne peut trouver seul la solution aux difficultés du monde. C'est ensemble que nous pourrons apporter des réponses à la mesure des enjeux. Cette unité suppose le respect de règles et de principes communs.

S'agissant de l'Irak, les Nations unies doivent jouer un rôle central pour garantir la légitimité du processus politique. Il faut notamment prévoir la nomination d'un représentant spécial du secrétaire général, doté de vrais

pouvoirs. Il faut aussi un contrôle approprié des activités de la coalition, qu'il s'agisse de l'exploitation des ressources pétrolières ou de la certification du désarmement par les Nations unies.
Au Proche-Orient, la feuille de route du Quartet doit être l'occasion pour toute la communauté internationale de briser la fatalité de l'échec. Il n'y aura pas de sécurité sans perspective politique, sans justice, sans paix globale. Il n'y aura pas de sécurité sans garantie internationale. Chacun doit faire sa part du chemin : les Palestiniens en renonçant à la violence, en poursuivant les réformes ; les Israéliens en renonçant à la politique de colonisation et en se retirant des territoires. C'est le message que je réaffirmerai lors de mon déplacement en Israël et dans les territoires occupés.
La France est animée d'une double volonté : refaire l'unité de l'Europe et oeuvrer en faveur d'un consensus international, ce qui exige à la fois le dialogue et le respect de l'autre. Encore faut-il qu'une véritable négociation puisse se nouer à New York sur le projet de résolution en cours sur l'Irak. Encore faut-il qu'une véritable négociation puisse se nouer sur place, au Proche-Orient, entre les différents partenaires, avec la communauté internationale.
C'est dans cet esprit que la France veut rassembler et mobiliser pour les choix décisifs qui sont actuellement annoncés à New York comme à Bruxelles. *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Union pour la démocratie française.)*

Données clés

Auteur : M. Éric Raoult
Circonscription : Seine-Saint-Denis (12e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire
Type de question : Question au Gouvernement
Numéro de la question : 618
Rubrique : Politique extérieure
Ministère interrogé : affaires étrangères
Ministère attributaire : affaires étrangères

Date(s) clée(s)

Question publiée le : 15 mai 2003
La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 15 mai 2003